

## Comment est organisé le ministère public ?

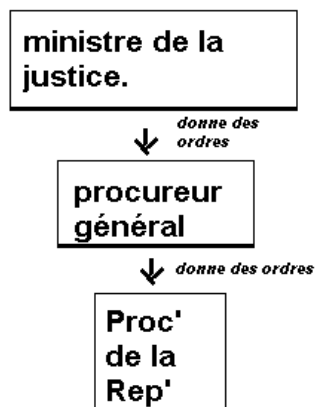
il convient de s'interroger sur les caractères d'organisation du MP.  
Le MP est un corps hiérarchisé, indivisible et mobile.

### **A) un corps hiérarchisé.**

L'article 5 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique et relative au statut de la magistrature dispose que les magistrats du Parquet sont placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchique et sous l'autorité du garde des sceaux c'est-à-dire le ministre de la justice.

A l'audience leur parole est libre.

A la tête du MP, on trouve le ministre de la Justice et sous ces ordres, les Procureurs généraux près la Cour d'Appel et eux, ils vont avoir sous leurs ordres les Procureurs de la République qui exercent leur fonction au sein des TGI.



### **1) l'expression du pouvoir hiérarchique.**

Il va s'illustrer de **3 manières** :

#### **a) par la nomination.**

Comme les magistrats du MP sont nommés par le PdR sur proposition du garde des Sceaux après avis consultatif du conseil supérieur de la magistrature, ceci montre un pouvoir hiérarchique.

Le PdR nomme les Procureur de la république, c'est un moyen d'exercer par le biais de la nomination une pression directe sur ces magistrats et d'inciter donc les magistrats à mener une action publique dans un certain sens.

Le fait que le CSM ne donne qu'un avis ceci entraîne que le M de la justice et le PdR ne sont pas liés par cet avis.

Il y'a donc un lien hiérarchique crée.

#### **b) au moyen de l'organisation.**

L'organisation résulte de l'article 5 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique et relative au statut de la magistrature qui laisse à penser qu'au sommet de la pyramide, on a le Ministre de la justice puis les procureurs généraux près la CA puis le Procureur de la République. Mais il convient de préciser tout de même, ainsi, le M de la J peut-il donner des ordres à un procureur général ? oui et celui-ci qui répercutera cet ordre au procureur de la République. C'est l'article 30 du CPP qui nous explique ce rôle du M de la J dans l'organisation du MP résultant de la loi du 9 mars 2004.

Le M de la J conduit la politique d'action publique déterminée par le gouvernement et il veille à la cohérence de l'A°P sur le territoire de la Rép' et pour se faire, il adresse des instructions générales d'A°P.

Mais aussi, le M de la J peut dénoncer au Procureur Général des infractions à la loi dont il a connaissance et il peut lui donner l'ordre par écrit de déclencher les poursuites contre l'auteur de cette I. mais rien ne nous dit par contre que ce M de la J peut demander au proc gé de stopper des poursuites contrairement à ce qu'il peut lui demander de les déclencher. Ceci montre au citoyen que la politique a conscience des infractions commises et cela peut être très utile quand on a un procureur général près la CA peut efficace.

S'agissant des procureurs généraux, ils vont diriger le MP dans le ressort de la CA qui vont donner des ordres aux procureurs de la République dans leur ressort. Ils vont ainsi coordonner et animer l'A° des Proc' de la rép dans le but d'obtenir des infos sur l'action menée par ceux-ci et de mettre en cohérence cette action avec la politique nationale.

De plus, il sert de relais entre le M de la J et les Procs' de la Rép' et en sens inverse fait remonter au M de la J l'action menée par les Proc de la Rép'.

On a aussi le Procureur général près la Cour de Cassation qui représente le Mp près la C.Cass, il n'est pas dans la hiérarchie du MP car celui-ci ne cherche pas à obtenir la condamnation de quelqu'un mais son rôle c'est de recquerir à l'application de la loi devant une juridiction de droit et d'obtenir l'application et le respect d'une règle de droit.

### c) au moyen de la discipline.

Comme on est dans un système hiérarchisé, ce sont les supérieurs hiérarchiques qui disposent du pouvoir disciplinaire donc c'est le M de la J qui a la possibilité de sanctionner le représentant du MP qui aurait commis une faute professionnelle, un manquement à l'honneur, à la délicatesse, à la dignité et à son devoir de magistrat.

## **2) les limites du pouvoir hiérarchique.**

Elles sont contenues dans la 2<sup>de</sup> phrase de l'article 5 : « A l'audience leur parole est libre ».

C'est la transposition en droit de l'adage : « la plume est servie mais la parole est libre ».

Lorsque l'on donne un ordre écrit, celui qui le reçoit doit obéir. Mais on dit que « la parole est libre » parce que on peut oralement être contre ce qu'on nous dit de faire par écrit.

Par exemple, si le Ministre de la Justice demande des poursuites, le procureur est obligé de s'y soumettre mais lors du procès le Proc' peut prendre la parole et il peut dire : « on m'a donné l'ordre de déclencher les poursuites mais je demande de ne pas condamner la personne car la poursuite ne valait pas ».

C'est une limite importante inscrite dans une loi organique.

## **B) L'indivisibilité.**

Le MP est indivisible ce qui signifie que lorsque l'acte est effectué au nom du MP, il l'est pour tous le MP et peu importe que celui qui représente le MP à ce moment là.

Ainsi, quand le Procureur de la Rép' prend la parole, il engage tous le MP et c'est le MP qui prend la décision et pas lui.

## **C) La mobilité.**

L'ordonnance du 22 déc. 1958 indique dans son article 4 que les magistrats du siège sont inamovibles et en conséquence, le Magistrat du siège ne peut recevoir une mutation sans son consentement même pour une promotion.

Cet article ne vise pas les Magistrats du Parquet donc a contrario, les magistrats du Parquet ne sont pas inamovibles et peuvent faire l'objet d'une mutation sans leur consentement soit par rétrogradation, soit par mutation.

Il peut être déplacé du jour au lendemain par la décision du ministre de la justice mais pas pour un mobile politique.

On peut aussi lui donner aucune promotion comme sanction.

## **II) Les caractères de fonctionnement du MP.**

Ils sont au nbre de 3 à savoir

### **A) le MP est Irrécusable.**

Article 669 du CPP dispose dans son alinéa 2 que les magistrats du MP ne peuvent être récusés. C'est une règle absolue, il est impossible d'y déroger car c'est le demandeur à l'action publique, mais on peut récuser un des représentants du MP.

Cela se traduit devant le tribunal de Police pour lmes 4 1<sup>ère</sup> classe de contraventions c'est le commissaire de police qui représente le MP.

Pour la 5<sup>ème</sup> classe de contravention, c'est le Procureur de la République ou l'un de ses substituts.

Devant le TGI c'est-à-dire le Tribunal correctionnel au pénal, on trouve le Proc' de la Rép'.

Devant la CA, on trouve le Proc' Gé près la CA ;

Devant la Cour de Cassation, on trouve le Proc' Gé près la C.Cass.

Devant la Cour d'Assises c'est le Proc' Gé ou l'un de ses substituts qui va recquérir.

### **B) L'indépendance.**

Ce peut être un caractère d'organisation surprenant.

L'indépendance du MP c'est **l'indépendance à l'égard des justiciables** cela signifie que si une plainte est déposée devant lui, le MP est nullement lié par la plainte qui a été déposée. Il n'est pas nécessaire non plus qu'une plainte soit déposée pour engager les poursuites.

Le fait de retirer la plainte à l'origine des poursuites n'a en principe aucune conséquence sur la suite des poursuites qui continuent malgré tout.

On a **une indépendance aussi à l'égard des magistrats du siège** : le proc de la Rép' ne peut pas donner un ordre au magistrat du siège et inversement.

### **C) L'irresponsabilité.**

Le MP ne peut pas être déclaré responsable de quelque ce soit et il n'a pas la personnalité juridique ce n'est ni une PM, ni une pers physique.

C'est la Responsabilité de l'Etat qui peut être engagée du fait de l'A° du MP.

Le MP peut commettre tout de même des fautes et la JP s'est fixé sur le critère de la faute lourde ou déni de justice pour reconnaître la responsabilité de l'Etat si le MP commet une faute.

Le déni de justice c'est l'hypothèse où il y'a aucune réponse à une plainte donnée.

La faute lourde c'est au cas par cas.

A la suite du procès d'Outreau, peut on sanctionner un magistrat qui a respecté le CPP dont les décisions n'ont pas fait l'objet de sanction juridique quand on voit que le résultat de la procédure est erronée et a des conséquences humaines catastrophiques ?

En l'état actuel du droit, la réponse est non. En l'état futur du droit peut être.